

Unité départementale du Hainaut
Parc d'Activités de l'Aérodrome
BP 40 137
59 303 Valenciennes cedex

Prouvy, le [cf. Date de signature]

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOUFFLET ALIMENTAIRE

Rue du Petit Bruxelles
BP 79
59300 VALENCIENNES

Références : 2022-V1-167

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2022 dans l'établissement SOUFFLET ALIMENTAIRE implanté Rue du Petit Bruxelles BP 79 59300 VALENCIENNES. L'inspection a été annoncée le 18/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à un sinistre sur le bâtiment de stockage de matières premières et emballages en février 2020, la société SOUFFLET ALIMENTAIRE a reconstruit un nouvel entrepôt de stockage de matières premières, réglementé par l'arrêté préfectoral du 18 juin 2021.

La visite a eu lieu préalablement à la mise en exploitation de l'entrepôt.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOUFFLET ALIMENTAIRE
- Rue du Petit Bruxelles BP 79 59300 VALENCIENNES
- Code AIOT dans GUN : 0007001219
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société SOUFFLET ALIMENTAIRE exploite à Valenciennes des silos de stockage de farines et de légumes secs ainsi que des bâtiments de conditionnement. Le site de Valenciennes, filiale du groupe INVIVO depuis décembre 2021, est autorisé par arrêté préfectoral modifié du 5 mai 2008.

Les principales activités exercées consistent en :

- la réception et le contrôle des matières premières ;
- le traitement préventif par désinsectisation de certains produits réceptionnés ;
- l'usinage de la matière brute (triage, nettoyage, et blanchiment du riz) ;
- le stockage et l'expédition par camions, en vrac ou après conditionnement des produits finis ;

Des activités annexes sont également réalisées sur ce site :

- le conditionnement sans usinage de produits tels que semoule de coucous et semoule de blé ;
- la transformation de riz en farine ;
- la fabrication de produits extrudés destinés à l'alimentation animale ;
- la fabrication de fibres utilisées comme ingrédients en industrie agro-alimentaire ;
- un atelier de production de « riz minute » ou « DOYPACK ».

L'arrêté préfectoral du 18 juin 2021 actualise la liste des installations classées de l'établissement. Les installations classées soumises au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature :

- Rubrique 2160 : Silos de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables : capacité de stockage de 15 155 m³ ;
- Rubrique 1510 : Entrepôts couverts : capacité de stockage de 147 031 m³ ;
- Rubrique 2260 : Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels : puissance de 1 870 kW,
- Rubrique 3642-2 : Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 400 t de produits finis par jour.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect de certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2021 concernant le nouvel entrepôt.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Accessibilité nouvel entrepôt de stockage des MP et emballages en mélange	AP Complémentaire du 18/06/2021, article 7.2.2.4	/	Sans objet
Taille des cellules	AP Complémentaire du 18/06/2021, article 7.2.3.2	/	Sans objet
Dispositions relatives au comportement au feu	AP Complémentaire du 18/06/2021, article 7.2.4.3.3	/	Sans objet
cantons de désenfumage	AP Complémentaire du 18/06/2021, article 7.2.3.5.2	/	Sans objet
Exutoires de fumées	AP Complémentaire du 18/06/2021, article 7.2.4.6.3	/	Sans objet
Alimentation électrique	AP Complémentaire du 18/06/2021, article 7.2.3.7	/	Sans objet
Chauffage	AP Complémentaire du 18/06/2021, article 7.2.3.10.2	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Issues de secours	AP Complémentaire du 18/06/2021, article 7.2.3.11	/	Sans objet
Voies d'accès des services de secours	AP Complémentaire du 18/06/2021, article 7.2.3.12.2.1	/	Sans objet
Voies d'accès des services de secours	AP Complémentaire du 18/06/2021, article 7.2.3.12.2.2	/	Sans objet
Voies d'accès des services de secours	AP Complémentaire du 18/06/2021, article 7.2.3.12.3	/	Sans objet
Gestion des eaux incendie	AP Complémentaire du 18/06/2021, article 7.2.4.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Implantation du nouvel entrepôt de stockage des MP et emballages en mélange	AP Complémentaire du 18/06/2021, article 7.2.2.3	/	Sans objet
Eclairage	AP Complémentaire du 18/06/2021, article 7.2.3.8	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie spécifique aux entrepôts	AP Complémentaire du 18/06/2021, article 7.2.3.13	/	Sans objet
Dispositions organisationnelles	AP Complémentaire du 18/06/2021, article 7.2.4.1	/	Sans objet
Organisation du stockage	AP Complémentaire du 18/06/2021, article 7.2.4.2.3	/	Sans objet

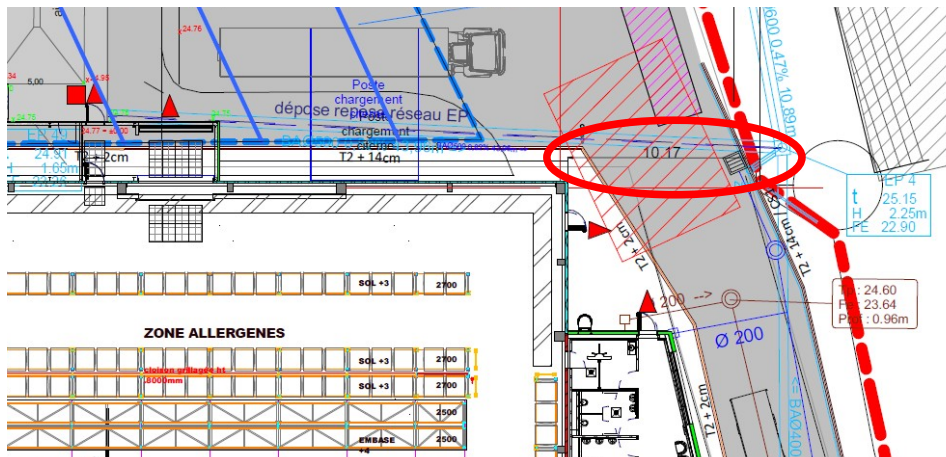
2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Implantation du nouvel entrepôt de stockage des MP et emballages en mélange

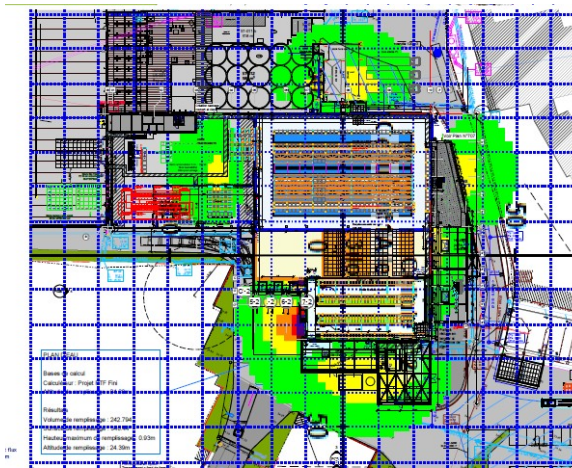
Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2021, article 7.2.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, implantation
Prescription contrôlée : Les parois extérieures de l'entrepôt sont suffisamment éloignées : <ul style="list-style-type: none">- des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes à l'entrepôt, et des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) ;- des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) sans préjudice du respect de la réglementation en matière d'ERP, des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d'infiltration d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et des voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m²), <p>Les distances sont au minimum soit celles calculées pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG (réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire.</p> <p>Les parois extérieures de l'entrepôt sont implantées à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.</p>

Constats :

Lors de la visite, l'Inspection a mesuré une distance de 10,22 m entre la paroi extérieure de l'entrepôt et la clôture du site. Sur le plan « zoom du plan incendie », cette distance représente 10,17 m (entourée en rouge).



Les parois extérieures de l'entrepôt sont donc implantées à une distance inférieure à 20 mètres, mais les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m² représenté en jaune sur le plan) issus de l'incendie de l'entrepôt restent contenus à l'intérieur du site d'après la cartographie issue des modélisations Flumilog du 4 février 2022 (nouvelles modélisations réalisées post construction).



D'après le « plan du site et flux thermiques » du 3 mars 2022 issu des mêmes modélisations Flumilog, on peut voir que les parois extérieures de l'entrepôt sont suffisamment éloignées :

- des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes à l'entrepôt, et des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m² représenté en jaune sur le plan) ;

- des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) sans préjudice du respect de la réglementation en matière d'ERP, des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d'infiltration d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et des voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'entrepôt, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m²représenté en vert sur le plan).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Accessibilité nouvel entrepôt de stockage des MP et emballages en mélange

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2021, article 7.2.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité

Prescription contrôlée :

L'entrepôt doit être en permanence accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Une voie au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'entrepôt. Cette voie doit permettre l'accès des engins de secours des sapeurs-pompiers et les croisements de ces engins.

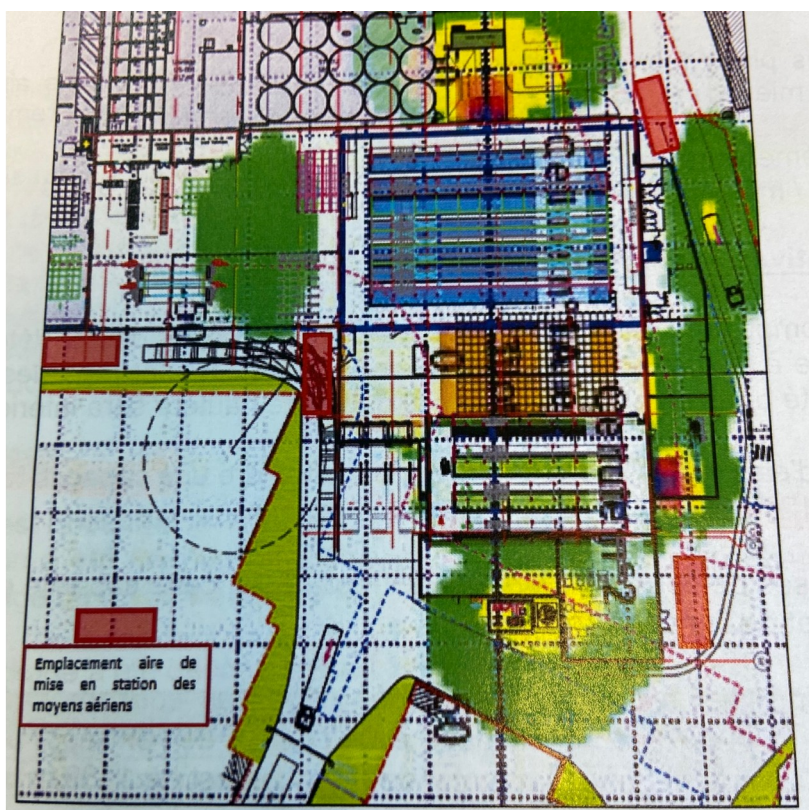
A partir de cette voie, les sapeurs-pompiers doivent pouvoir accéder à toutes les issues de l'entrepôt par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum.

Pour tout bâtiment de hauteur supérieure à 15 mètres, des accès « voie échelle » doivent être prévus pour chaque façade. Cette disposition est également applicable aux entrepôts de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'entrepôt doivent pouvoir stationner sans occasionner de gêne sur les voies de circulation externe à l'entrepôt tout en laissant dégagés les accès nécessaires aux secours, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt.

L'exploitant doit :

-aménager les aires de mise en station des moyens aériens en dehors des zones soumises à un flux thermique supérieur à 3 kW/m². Ces dernières devront se trouver, par rapport à la cellule de stockage des matières premières, aux emplacements suivants :



Au niveau de l'angle Nord-Ouest ;

Au niveau de l'angle constitué par les bâtiments « Craquage » et « Prod AC / Comp »

Au niveau de l'angle formé par la cellule de stockage et la cellule «zone traitement CO₂/mélangeur»

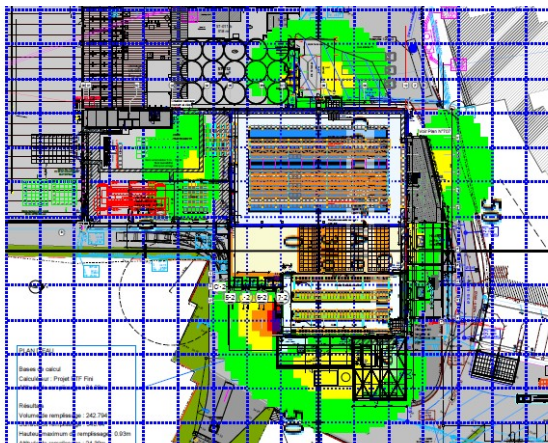
- aménager une aire de mise en station des moyens aériens au droit du mur coupe-feu situé entre le bâtiment existant et la zone traitement CO₂ / mélangeur, afin de pouvoir défendre ce mur en cas d'incendie dans ces locaux.
- matérialiser au sol la zone de déchets de telle sorte que ces derniers ne puissent empiéter sur la voie engin et apporter une gêne à la circulation des véhicules de secours.
- assurer la matérialisation des murs coupe-feu afin qu'ils soient repérables depuis l'extérieur par des panneaux visibles depuis le sol portant la mention « Mur coupe-feu 2 heures »

Constats :

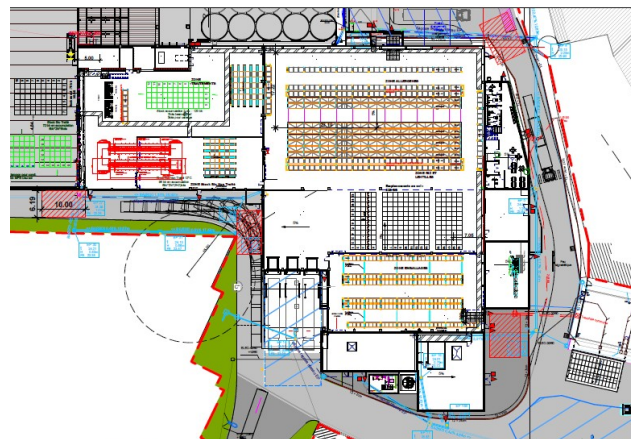
L'Inspection a pu constater que l'entrepôt dispose d'une voie maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'entrepôt où des bâtiments ne sont pas contigus.

Le « plan incendie » du 3 mars 2022 indique notamment les accès au site, la voie engins, l'accès vers les issues de secours et les aires de mises en station des échelles. Le dimensionnement des accès aux différentes issues de l'entrepôt n'a pas été vérifié.

Lors de la visite, les voies de circulation externe à l'entrepôt étaient dégagées.



Extrait du « plan du site et flux thermique » du 3/3/2022



Extrait du « plan incendie » du 3/3/2022

D'après le « plan du site et flux thermique » du 3/3/2022 et le « plan incendie » du 3/3/2022, on peut voir que les aires de mise en station des moyens aériens sont en dehors des zones soumises à un flux thermique supérieur à 3 kW/m².

Lors de la visite, l'Inspection a pu constater des zones libres aux emplacements initialement prévus pour les aires de mise en station des moyens aériens. Sur le site, ces zones ne sont pas matérialisées pour bien les visualiser.

La matérialisation au sol de la zone déchets et la matérialisation des murs coupe-feu ne sont pas réalisées.


Il est rappelé que l'entrepôt n'était pas encore en exploitation le jour de la visite.

L'exploitant a précisé que les écarts techniques seront soldés avant la mise en exploitation de l'entrepôt.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Taille des cellules

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2021, article 7.2.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Nouvel entrepôt de stockage des matières premières et emballages en mélange
Prescription contrôlée : La cellule de l'entrepôt de réception de matières premières et emballages en mélange a une surface de 3 054 m ² . Cette cellule est équipée d'un système d'extinction automatique d'incendie.
Constats : D'après le plan « vue en plan » du 3/3/2022, la cellule de l'entrepôt a une surface de 3094,93 m ² . Celle-ci est équipée d'un système d'extinction automatique d'incendie.

Observations : L'exploitant informera sous un mois le Préfet des modifications de l'entrepôt construit par rapport à son rapport à son porter à connaissance.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions relatives au comportement au feu

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2021, article 7.2.4.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Nouvel entrepôt de stockage des matières premières et emballages en mélange
Prescription contrôlée : <p>Les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. Elles visent notamment à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduise pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.</p> <p>L'exploitant assure sous sa responsabilité la cohérence entre les dispositions constructives retenues et la stratégie permettant de garantir l'évacuation de l'entrepôt en cas d'incendie. Il définit cette stratégie ainsi que les consignes nécessaires à son application.</p> <p>L'ensemble de la structure est a minima R 15.</p> <p>Les murs extérieurs sont construits en matériaux de classe A2 s1 d0, sauf si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie.</p> <p>Les éléments de « support de couverture » sont réalisés en matériaux A2 s1 d0. Cette disposition n'est pas applicable si la structure porteuse est en lamellé-collé, en bois massif ou en matériaux reconnus équivalents par rapport au risque incendie, par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises du ministère chargé de l'intérieur.</p> <p>Le ou les isolants thermiques utilisés en couverture sont de classe A2 s1 d0. Cette prescription n'est pas exigible lorsque, d'une part, le système « support + isolants » est de classe B s1 d0, et d'autre part :- ou bien l'isolant, unique, a un pouvoir calorifique supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ; - ou bien l'isolation thermique est composée de plusieurs couches, dont la première (en contact avec le support de couverture), d'une épaisseur d'au moins 30 millimètres, de masse volumique supérieure à 110 kg/m3 et fixée mécaniquement, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg et les couches supérieures sont constituées d'isolants justifiant en épaisseur de 60 millimètres d'une classe D s3 d2. Ces couches supérieures sont recoupées au droit de chaque écran de cantonnement par un isolant de PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ; - ou bien il est protégé par un écran thermique disposé sur la ou les faces susceptibles d'être exposées à un feu intérieur au bâtiment. Cet écran doit jouer un rôle protecteur vis-à-vis de l'action du programme thermique normalisé durant au moins une demi-heure.</p> <p>Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3).</p> <p>Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.</p> <p>Les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond au moins REI 120 ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication présentent un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes).</p> <p>A l'exception des bureaux dits "de quais" destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages, des zones de préparation ou de réception, des quais eux-mêmes, les bureaux et les locaux sociaux ainsi que les guichets de retrait et dépôt des marchandises et les autres ERP de 5e catégorie nécessaires au fonctionnement de l'entrepôt sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage ou isolés par une paroi au moins REI 120. Ils sont également isolés par un plafond au moins REI 120 et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte présentant un classement au moins EI2 120 °C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes). Ce plafond n'est pas obligatoire si le mur séparatif au moins REI 120 entre le local bureau et la cellule de stockage dépasse au minimum d'un mètre ou si le mur séparatif au moins REI 120 arrive jusqu'en sous-face de toiture de la cellule de stockage, et que le niveau de la toiture du local bureau est situé au moins à 4 mètres au-dessous du niveau de la toiture de la cellule de stockage.</p> <p>Les justificatifs attestant du respect des prescriptions du présent point, notamment les attestations de conformité, sont conservés et tenus à la disposition de l'Inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p> <p>..</p>

Constats :

La prescription est reprise en format souligné.

Les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'intervention des services de secours et la protection de l'environnement. Elles visent notamment à ce que la ruine d'un élément de structure (murs, toiture, poteaux, poutres par exemple) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de recoupement, et ne conduise pas à l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.

L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection « la note de calcul du non-effondrement en chaîne dans les bâtiments industriels » établie par la société IB-CINOR du 7/12/2021. La conclusion de cette étude est la suivante :

« Nous venons de justifier que le bâtiment ne présentait pas de risque d'effondrement en chaîne. En effet, nous avons vérifié que l'allongement des éléments de la toiture de la cellule en feu, avant leurs effondrements, n'entraînait pas la ruine des poteaux des cellules froides adjacentes.

Dans le même principe, nous avons justifié que les poteaux de façade étaient dans la capacité de reprendre cet allongement sans risque de ruine vers l'extérieur.

Comme évoqué dans nos hypothèses, nous vérifions pour les poteaux de façade qu'ils restent stables après l'effondrement de la toiture sous combinaison incendie en prenant en compte la courbe iso feu extérieur. ».

L'exploitant assure sous sa responsabilité la cohérence entre les dispositions constructives retenues et la stratégie permettant de garantir l'évacuation de l'entrepôt en cas d'incendie. Il définit cette stratégie ainsi que les consignes nécessaires à son application.

L'exploitant justifiera sous un mois de sa stratégie permettant de garantir l'évacuation de l'entrepôt en cas d'incendie et de consignes nécessaires à son application.

L'ensemble de la structure est a minima R 15.

L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection une attestation constructive des éléments de la structure béton de l'industrielle du béton établie par la société IB-CINOR du 21/12/2021 qui indique que la stabilité au feu de la structure béton est R60, ce qui respecte donc les conditions R15.

Les murs extérieurs sont construits en matériaux de classe A2 s1 d0, sauf si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie.

L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection des attestations de dispositions constructives REI120 pour des murs extérieurs. **Il est demandé à l'exploitant de justifier de la construction des murs extérieurs en matériaux de classe A2s1d0 sous 1 mois.**

Néanmoins, le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie.

Les éléments de « support de couverture » sont réalisés en matériaux A2 s1 d0. Cette disposition n'est pas applicable si la structure porteuse est en lamellé-collé, en bois massif ou en matériaux reconnus équivalents par rapport au risque incendie, par la direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises du ministère chargé de l'intérieur.

L'exploitant a indiqué que les éléments de « support de couverture » sont de type JORISIDE JI 113-320-960, en tôle d'acier nervuré. **L'exploitant fournira sous 1 mois une attestation indiquant que les éléments de « support de couverture » satisfont à la classe A2s1d0 .**

Le ou les isolants thermiques utilisés en couverture sont de classe A2 s1 d0. Cette prescription n'est pas exigible lorsque, d'une part, le système « support + isolants » est de classe B s1 d0, et d'autre part :- ou bien l'isolant, unique, a un pouvoir calorifique supérieur (PCS) inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ; - ou bien l'isolation thermique est composée de plusieurs couches, dont la première (en contact avec le support de couverture), d'une épaisseur d'au moins 30 millimètres, de masse volumique supérieure à 110 kg/m3 et fixée mécaniquement, a un PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg et les couches supérieures sont constituées d'isolants justifiant en épaisseur de 60 millimètres

d'une classe D s3 d2. Ces couches supérieures sont recoupées au droit de chaque écran de cantonnement par un isolant de PCS inférieur ou égal à 8,4 MJ/kg ; - ou bien il est protégé par un écran thermique disposé sur la ou les faces susceptibles d'être exposées à un feu intérieur au bâtiment. Cet écran doit jouer un rôle protecteur vis-à-vis de l'action du programme thermique normalisé durant au moins une demi-heure.

L'exploitant a indiqué que l'isolant mis en oeuvre est de type Panotoit Fibac 2.. La fiche technique de ce matériau tenue à la disposition de l'Inspection indique que le matériau est d'Euroclasse A1, plus exigeant que le critère A2s1d0. Néanmoins, cette fiche technique n'est pas suffisante comme justificatif.

L'exploitant fournira sous un mois une attestation justifiant que l'isolant utilisé satisfait au critère A2s1d0.

Le système de couverture de toiture satisfait la classe BROOF (t3).

L'exploitant a indiqué que le matériau utilisé en couverture de toiture était une Couverture membrane FLAGON SR/FR M2. Le document technique d'Application 5.2/15-2473_V1 du 8 octobre 2019 indique que les feuilles FLAGON SR/FR M2 font l'objet d'un classement BROOF t3.

Par courriel du 30 mars 2022, l'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection une attestation constructive des éléments de toiture de la société ISOTOP du 16 mars 2022 qui atteste que le système de couverture satisfait la classe BROOF (t3).

Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.

Par courriel du 30 mars 2022, l'exploitant a indiqué que l'éclairage naturel est constitué de skydome en PCA alvéolaires 10 mm et a tenu à la disposition de l'Inspection une fiche technique de « remplissages de Skydome PYROMAX®. Tous les PCA de la fiche technique ont une euroclasse B- s1,d0. Néanmoins, cette fiche technique n'est pas suffisante comme justificatif.

L'exploitant fournira sous un mois une attestation justifiant que les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel satisfont à la classe d0.

Les ateliers d'entretien du matériel sont isolés par une paroi et un plafond au moins REI 120 ou situés dans un local distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage. Les portes d'intercommunication présentent un classement au moins EI2 120 C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes).

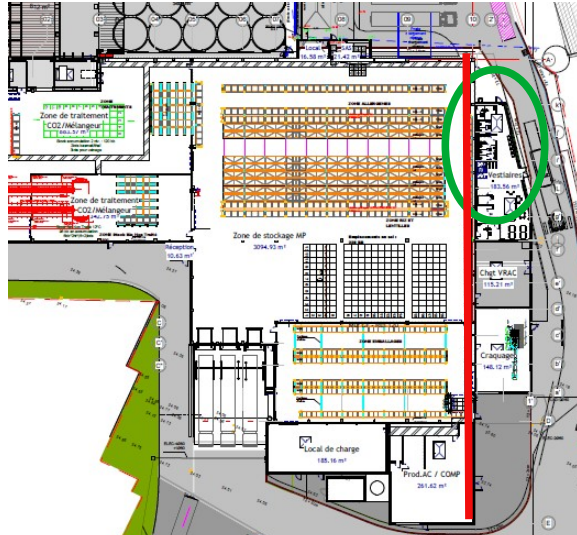
Les prescriptions concernant les ateliers d'entretien du matériel sont sans objet, car l'entrepôt ne contient pas d'atelier d'entretien de matériel.

A l'exception des bureaux dits "de quais" destinés à accueillir le personnel travaillant directement sur les stockages, des zones de préparation ou de réception, des quais eux-mêmes, les bureaux et les locaux sociaux ainsi que les guichets de retrait et dépôt des marchandises et les autres ERP de 5e catégorie nécessaires au fonctionnement de l'entrepôt sont situés dans un local clos distant d'au moins 10 mètres des cellules de stockage ou isolés par une paroi au moins REI 120. Ils sont également isolés par un plafond au moins REI 120 et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte présentant un classement au moins EI2 120 °C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes). Ce plafond n'est pas obligatoire si le mur séparatif au moins REI 120 entre le local bureau et la cellule de stockage dépasse au minimum d'un mètre ou si le mur séparatif au moins REI 120 arrive jusqu'en sous-face de toiture de la cellule de stockage, et que le niveau de la toiture du local bureau est situé au moins à 4 mètres au-dessous du niveau de la toiture de la cellule de stockage.

L'entrepôt ne contient pas de bureaux de quais.

Les locaux sociaux présents au niveau de l'entrepôt sont les vestiaires (entourés en vert sur le plan suivant).

Par courriel du 30 mars 2022, l'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection une attestation constructive des éléments de bardage de la société ISO-TOP du 3/3/2022 qui indique avoir traité coupe-feu REI 120 notamment les façades file 10 de A à D (ligne rouge sur le plan suivant).



extrait du plan « vue en plan »

L'exploitant justifiera sous un mois que les vestiaires sont également isolés par un plafond au moins REI 120 et des portes d'intercommunication munies d'un ferme-porte présentant un classement au moins EI2 120 °C (classe de durabilité C2 pour les portes battantes) ou à défaut du plafond REI 120 que le mur séparatif au moins REI 120 entre le local bureau et la cellule de stockage dépasse au minimum d'un mètre ou si le mur séparatif au moins REI 120 arrive jusqu'en sous-face de toiture de la cellule de stockage, et que le niveau de la toiture du local bureau est situé au moins à 4 mètres au-dessous du niveau de la toiture de la cellule de stockage.

Des attestations de dispositions constructives ont été tenus à la disposition de l'Inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : cantons de désenfumage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2021, article 7.2.3.5.2

Thème(s) : Risques accidentels, Nouvel entrepôt de réception de matières premières et emballages en mélange

Prescription contrôlée :

Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre, sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs au titre des articles R. 4216-13 et suivants du code du travail. La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés. Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.

Constats :

D'après le plan « note de calcul désenfumage » tenu à la disposition de l'Inspection, l'entrepôt est divisé en trois cantons :

- canton 1 : 1 650 m² (cellule matières premières),
- canton 2 : 798 m² (cellule matières premières),
- canton 3 : 632 m² (cellule emballage).

D'après les données de ce plan, la superficie maximale de 1650 m² est respectée.

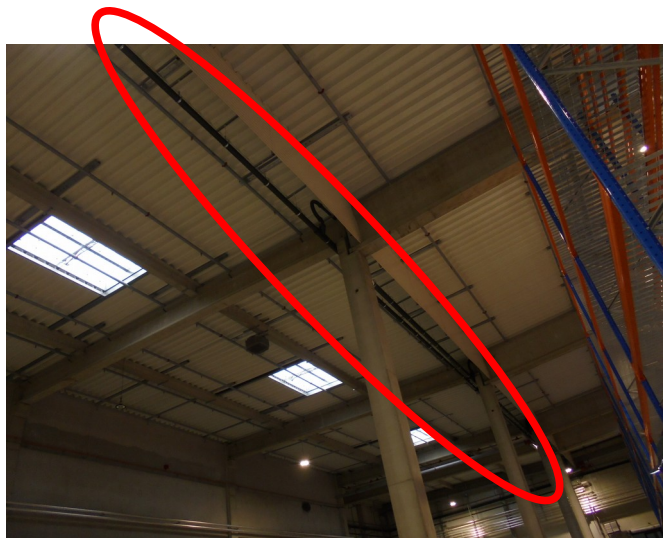
L'exploitant a indiqué lors de la visite que la longueur du bâtiment était d'environ 49 mètres.

L'exploitant justifiera sous un mois de la longueur maximale de 60 m de chaque canton de désenfumage.

Pour les écrans de cantonnement, l'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection un procès-verbal de classement n° EFR-18-0015516E du 5/12/2018 concernant la résistance au feu des éléments de construction selon l'arrêté modifié du 22 mars 2004 du Ministère de l'Intérieur de la société EFFECTIS. Ce PV indique que un écran de cantonnement de type « profil de bardage ». Celui-ci indique un classement DH60.

L'exploitant fournira sous un mois une attestation du constructeur que les écrans de cantonnement satisfont à minima à une stabilité R15.

Lors de la visite, l'Inspection a constaté que l'écran de cantonnement (entre le canton 1 et 2) ne se situe pas au-dessus des racks de stockage mais se trouve entre la zone rack et la zone de stockage en masse.



Aussi, la distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure à 0,5 mètre.

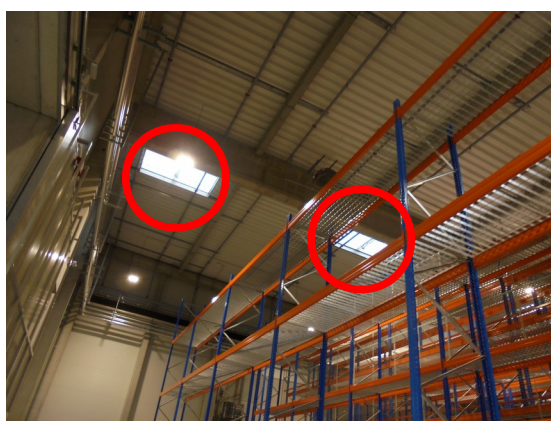
Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés de type skydomes.



Canton 2



Canton 1



Canton 3

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Exutoires de fumées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2021, article 7.2.4.6.3

Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage

Prescription contrôlée :

Les cellules de stockage sont divisées en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 650 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre, sans préjudice des dispositions applicables par ailleurs au titre des articles R. 4216-13 et suivants du code du travail.

La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre. Elle peut toutefois être réduite pour les zones de stockages automatisés.

Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.

Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.

Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.

Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés. Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.

La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.

Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

L'exploitant doit :

- apposer sur la face extérieure des issues de l'entrepôt se trouvant à proximité des commandes de désenfumage le logo ci-dessous. La flèche doit indiquer le côté et la distance où se trouvent les commandes par rapport à l'issue.

- permettre l'ouverture depuis l'extérieur des issues donnant accès aux commandes de désenfumage.

- apposer un plan de repérage des différents cantons à proximité des commandes de désenfumage.

- identifier les cantons de désenfumage en apposant des pancartes en partie haute et centrale de chacun d'eux.

Constats :

Pour le début des prescriptions, voir respect de l'article 7.2.3.5.2.

La prescription est reprise en format souligné.

Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.

Les différents cantons ont les superficies suivantes :

- canton 1 : 1 650 m² (cellule matières premières),
- canton 2 : 798 m² (cellule matières premières),
- canton 3 : 632 m² (cellule emballage).

Le canton 1 contient 9 exutoires, le canton 2 en contient 4 et le canton 3 en contient 4.

L'exploitant a informé l'Inspection d'une surface utile de 4,08 m² par skydome.

Au vu du nombre de cantons, le canton 1 contient une superficie de désenfumage de 36,72 m² (9 X 4,08), soit 2,22 %.

Au vu du nombre de cantons, le canton 2 contient une superficie de désenfumage de 16,32 m² (4 X 4,08), soit 2,04 %.

Au vu du nombre de cantons, le canton 3 contient une superficie de désenfumage de 16,32 m² (4 X 4,08), soit 2,58 %.

La surface utile de l'ensemble de ces exutoires respecte les 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.

Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.

L'exploitant a indiqué que le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle du système d'extinction automatique et que les dispositifs sont réglés de telle sorte que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique. **L'exploitant expliquera les dispositifs de déclenchement du désenfumage et de l'extinction automatique.**

Il faut prévoir au moins quatre exutoires pour 1 000 mètres carrés de superficie de toiture. La surface utile d'un exutoire n'est pas inférieure à 0,5 mètre carré ni supérieure à 6 mètres carrés.

Le canton 1 contient 9 exutoires pour une superficie de 1 650 m², le canton 2 en contient 4 pour une superficie de 798 m² et le canton 3 en contient 4 pour une superficie de 632 m².

L'exploitant a informé l'Inspection d'une surface utile de 4,08 m² par skydome. La surface utile des exutoires est donc respectée.

Les dispositifs d'évacuation ne sont pas implantés sur la toiture à moins de 7 mètres des murs coupe-feu séparant les cellules de stockage. Cette distance peut être réduite pour les cellules dont une des dimensions est inférieure à 15 m.

Sur le plan après travaux « note de calcul désenfumage » de la société ISO-TOP tenu à la disposition de l'Inspection, les distances des dispositif de désenfumage par rapport aux murs coupe-feu séparatifs sont indiquées. Elles sont supérieures à 7 m (mesures de 7,36 / 7,665 / 8,075 / 10,425 m).

La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage.

Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.

Sur le plan « note de calcul désenfumage » de la société ISO-TOP tenu à la disposition de l'Inspection, sont indiqués les commandes manuelles des exutoires. On peut voir que les commandes sont installées en 2 points opposés dans la cellule matières premières et dans la cellule emballages. Cela a été également constaté lors de la visite. Ces commandes sont situées à proximité immédiate d'une issue du bâtiment permettant un accès facile aux services d'incendie et de secours.



Commande du canton 1 et report du canton 2



Commande du canton 2 et report du canton 1



Commande du canton 3



Commande du report du canton 3

Des amenées d'air frais d'une superficie au moins égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

Sur le plan « note de calcul désenfumage » de la société ISO-TOP tenu à la disposition de l'Inspection, sont indiqués les surfaces d'amenée d'air frais.

Le plus grand canton de la cellule de stockage des matières premières est le canton 1 qui a une superficie de désenfumage de 36,72 m².

Les amenées d'air sont composées d'un grand sas d'entrée 20 m², de 3 portes de quai de chargement de 9m² et de 3 issues de secours de 1,89 m², ce qui fait une surface totale de 52,67 m² dans la cellule de stockage de matières premières.

La cellule de stockage des emballages n'est composée que d'un seul canton (canton 3) d'une superficie de désenfumage de 16,32 m². Les amenées d'air sont composées d'une grande porte coupe feu de 16 m² et d'une issue de secours 1,89 m², ce qui fait une surface totale de 17,89 m²

L'exploitant doit :

-apposer sur la face extérieure des issues de l'entrepôt se trouvant à proximité des commandes de désenfumage le logo ci-dessous. La flèche doit indiquer le côté et la distance où se trouvent les commandes par rapport à l'issue.

-permettre l'ouverture depuis l'extérieur des issues donnant accès aux commandes de désenfumage.

-apposer un plan de repérage des différents cantons à proximité des commandes de désenfumage.

-identifier les cantons de désenfumage en apposant des pancartes en partie haute et centrale de chacun d'eux.

Les commandes de désenfumage sont rapidement accessibles depuis les issues.

Les autres mesures n'étaient pas encore réalisées le jour de la visite.

L'exploitant justifiera sous un mois des réalisations suivantes :

-apposer sur la face extérieure des issues de l'entrepôt se trouvant à proximité des commandes de désenfumage le logo ci-dessous. La flèche doit indiquer le côté et la distance où se trouvent les commandes par rapport à l'issue.

-apposer un plan de repérage des différents cantons à proximité des commandes de désenfumage.

-identifier les cantons de désenfumage en apposant des pancartes en partie haute et centrale de chacun d'eux.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Alimentation électrique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2021, article 7.2.3.7

Thème(s) : Risques accidentels, Alimentation électrique

Prescription contrôlée :

A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique pour chaque cellule.

Constats :

L'interrupteur central a pu être observé lors de la visite à l'extérieur du canton 1. **Néanmoins, celui-ci n'est pas bien signalé.**



Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Eclairage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2021, article 7.2.3.8

Thème(s) : Risques accidentels, Éclairage

Prescription contrôlée :

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé.

Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

Constats :

L'exploitant a indiqué à l'Inspection que l'éclairage est constitué de luminaires électriques à LED à détection de présence.

Les luminaires sont positionnés au plafond ou en partie très haute des murs et ne sont donc pas dans des zones pouvant être heurtées en cours d'exploitation.



Vues des éclairages de la cellule matières premières



Vue des éclairages de la cellule emballages

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Chauffage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2021, article 7.2.3.10.2

Thème(s) : Risques accidentels, Nouvel entrepôt de réception de matière premières et emballages en mélange

Prescription contrôlée :

Le chauffage des entrepôts et de leurs annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent. Les systèmes de chauffage par aérothermes à gaz sont autorisés lorsque l'ensemble des conditions suivantes est respecté :

- les aérothermes fonctionnent en circuit fermé ;
- la tuyauterie alimentant en gaz un aérotherme est située à l'extérieur de l'entrepôt et pénètre la paroi extérieure ou la toiture de l'entrepôt au droit de l'aérotherme afin de limiter au maximum la longueur de la tuyauterie présente à l'intérieur des cellules. La partie résiduelle de la tuyauterie interne à la cellule est située dans une gaine réalisée en matériau de classe A2 s1 d0 permettant d'évacuer toute fuite de gaz à l'extérieur de l'entrepôt ;
- la tuyauterie située à l'intérieur de la cellule n'est alimentée en gaz que lorsque l'appareil est en fonctionnement ;
- les tuyauteries d'alimentation en gaz sont en acier et sont assemblées par soudure. Les soudures font l'objet d'un contrôle initial par un organisme compétent, avant mise en service de l'aérotherme ;
- les tuyauteries d'alimentation en gaz à l'intérieur de chaque cellule sont en acier et sont assemblées par soudure en amont de la vanne manuelle d'isolement de l'appareil. Les soudures font l'objet d'un contrôle initial par un organisme compétent, avant mise en service de l'aérotherme ;
- les aérothermes et leurs tuyauteries d'alimentation en gaz sont protégés des chocs mécaniques, notamment de ceux pouvant provenir de tout engin de manutention ; les tuyauteries gaz peuvent être notamment placées sous fourreau acier ;
- toutes les parties des aérothermes sont à une distance minimale de deux mètres de toute matière combustible ;
- une mesure de maîtrise des risques est mise en place pour, en cas de détection de fuite de gaz (chute de pression dans la ligne gaz) ou détection d'absence de flamme au niveau d'un aérotherme, entraîner sa mise en sécurité par la fermeture automatique de deux vannes d'isolement situées sur la tuyauterie d'alimentation en gaz, de part et d'autre de la paroi extérieure ou de la toiture de l'entrepôt ;
- toute partie de l'aérotherme en contact avec l'air ambiant présente une température inférieure à 120 °C. En cas d'atteinte de cette température, une mesure de maîtrise des risques entraîne la mise en sécurité de l'aérotherme et la fermeture des deux vannes citées à l'alinéa précédent ;
- les aérothermes, les tuyauteries d'alimentation en gaz et leurs gaines, ainsi que les mesures de maîtrise des risques associés font l'objet d'une vérification initiale et de vérifications périodiques au minimum annuelles par un organisme compétent.

Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé de type indirect produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériau de classe A2 s1 d0. En particulier, les canalisations métalliques, lorsqu'elles sont calorifugées, ne sont garnies que de calorifuges de classe A2 s1 d0. Des clapets « restituant le degré REI de la paroi traversée » sont installés si les canalisations traversent un mur entre deux cellules.

Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisé dans les locaux administratifs ou sociaux séparés ou isolés des cellules de stockage dans les conditions prévues au point 4 de cette annexe.

Les moyens de chauffage des postes de conduite des engins de manutention, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils circulent.

Les moyens de chauffage des bureaux de quais, s'ils existent, présentent les mêmes garanties de sécurité que celles prévues pour les locaux dans lesquels ils sont situés.

Constats :

La prescription est reprise en format souligné.

Le chauffage des entrepôts et de leurs annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

L'exploitant a indiqué à l'Inspection que le chauffage est réalisé grâce à des aérothermes à eau chaude.



Aérotherme de la cellule matières premières

La prescription concernant les systèmes de chauffage par aérothermes à gaz est sans objet.

Dans le cas d'un chauffage par air chaud pulsé de type indirect produit par un générateur thermique, toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériau de classe A2 s1 d0. En particulier, les canalisations métalliques, lorsqu'elles sont calorifugées, ne sont garnies que de calorifuges de classe A2 s1 d0. Des clapets « restituant le degré REI de la paroi traversée » sont installés si les canalisations traversent un mur entre deux cellules.

L'exploitant a indiqué que le chauffage est par air chaud pulsé. L'exploitant justifiera que toutes les gaines d'air chaud sont entièrement réalisées en matériau de classe A2 s1 d0. En particulier, les canalisations métalliques, lorsqu'elles sont calorifugées, ne sont garnies que de calorifuges de classe A2 s1 d0. Des clapets « restituant le degré REI de la paroi traversée » sont installés si les canalisations traversent un mur entre deux cellules.

Le chauffage électrique par résistance non protégée est autorisé dans les locaux administratifs ou sociaux séparés ou isolés des cellules de stockage dans les conditions prévues au point 4 de cette annexe.


Le type de chauffage présent en dehors des cellules de stockage n'a pas été vérifié.

Les prescriptions relatives aux moyens de chauffage des postes de conduite des engins de manutention et des bureaux de quais sont sans objet.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Issues de secours

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2021, article 7.2.3.11
Thème(s) : Risques accidentels, issues de secours
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide. En outre, le nombre minimal de ces issues doit permettre que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant -de plus de 50 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) de l'une d'elles -de 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac. Ces distances sont calculées en tenant compte des aménagements intérieurs (passerelles, paletiers etc.) Deux issues au moins vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 mètres carrés. En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées. Ces portes sont munies de ferme porte et s'ouvrent par une manœuvre simple dans le sens de la sortie, sans engager le gabarit des circulations sur les voies extérieures.
Constats : L'inspection a pu constater lors de la visite que les cellules de stockage comportent des issues de secours. L'exploitant a tenu à la disposition de l'inspection le « plan incendie » du 3/3/2022 où les issues de secours sont localisées.  Issue de secours de la cellule matières premières Lors de la visite , l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir un plan avec la distance de 50 mètres de chaque issue de secours. L'exploitant justifiera sous un mois que le nombre minimal de ces issues permette que tout point de l'entrepôt ne soit pas distant de plus de 50 mètres effectifs (parcours d'une personne dans les allées) de l'une d'elles et de 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac en tenant compte des aménagements intérieurs. Deux issues au moins vers l'extérieur de l'entrepôt sont présentes dans deux directions opposées dans la cellule matières premières et dans la cellule emballages. Ces portes sont munies de ferme porte et s'ouvrent par une barre anti-panique dans le sens de la sortie. Elles ne gênent pas la circulation sur les voies extérieures.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Voies d'accès des services de secours

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2021, article 7.2.3.12.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Voie engin
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une voie " engins " au moins est maintenue dégagée pour :</p> <ul style="list-style-type: none">- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;- l'accès au bâtiment ;- l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ;- l'accès aux aires de stationnement des engins. <p>« Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir cette voie dégagée en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe. »</p> <p>Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction.</p> <p>Cette voie " engins " respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente- inférieure à 15 % ;- dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ;- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;- chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;- aucun obstacle n'est disposé entre la voie " engins " et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens aériens et les aires de stationnement des engins. <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie " engins " permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p> <p>Pour les installations soumises à autorisation ou à enregistrement, le positionnement de la voie " engins " est proposé par le pétitionnaire dans son dossier de demande.</p>

Constats :

La prescription est reprise en format souligné.

Une voie " engins " au moins est maintenue dégagée pour :

- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;
- l'accès au bâtiment ;
- l'accès aux aires de mise en station des moyens aériens ;
- l'accès aux aires de stationnement des engins.

L'exploitant a tenu à la disposition de l'inspection le « plan incendie » du 3/3/2022.

L'inspection a pu constater lors de la visite qu'une voie " engins " était présente et maintenue dégagée pour la circulation sur la périphérie de l'entrepôt en dehors de bâtiments contigus. Elle permet l'accès au bâtiment, aux aires de mise en station des moyens aériens. L'inspection n'a pas connaissance de la localisation des aires de stationnement des engins.

Elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction.

L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection « la note de calcul du non-effondrement en chaîne dans les bâtiments industriels » établie par la société IB-CINOR du 7/12/2021. La conclusion de cette étude est la suivante :

« Nous venons de justifier que le bâtiment ne présentait pas de risque d'effondrement en chaîne. En effet, nous avons vérifié que l'allongement des éléments de la toiture de la cellule en feu, avant leurs effondrements, n'entraînait pas la ruine des poteaux des cellules froides adjacentes.

Dans le même principe, nous avons justifié que les poteaux de façade étaient dans la capacité de reprendre cet allongement sans risque de ruine vers l'extérieur.

Comme évoqué dans nos hypothèses, nous vérifions pour les poteaux de façade qu'ils restent stables après l'effondrement de la toiture sous combinaison incendie en prenant en compte la courbe iso feu extérieur. ».

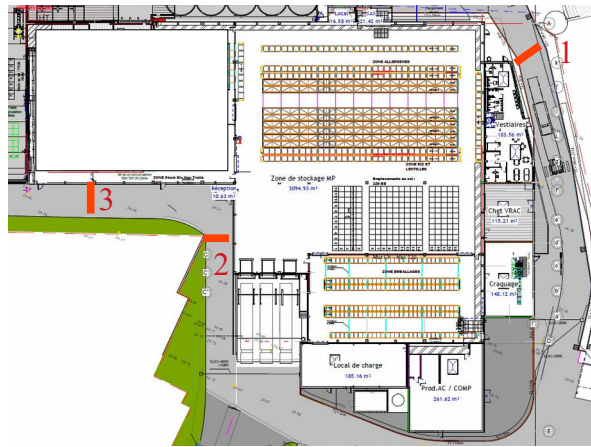
La voie ne sera donc pas obstruée par l'effondrement du bâtiment.

L'exploitant justifiera sous un mois que la voie engin est positionnée de façon à ne pouvoir être occupée par les eaux d'extinction.

Cette voie " engins " respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente
- inférieure à 15 % ;
- dans les virages, le rayon intérieur R minimal est de 13 mètres. Une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée dans les virages de rayon intérieur R compris entre 13 et 50 mètres ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;
- chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;
- aucun obstacle n'est disposé entre la voie " engins " et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens aériens et les aires de stationnement des engins.

La largeur de la voie a été mesurée par l'Inspection à différents emplacements. Les mesures sont 6,01 m, **5,27 m** et 6,35 m aux localisations précisées dans l'ordre (1 à 3) sur le plan ci-après.



Rien ne gênait la hauteur libre de la voie.

Aucun obstacle n'était disposé entre la voie " engins " et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens aériens.

Pour les autres caractéristiques de la voie, l'exploitant les justifiera sous un mois.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Voies d'accès des services de secours

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2021, article 7.2.3.12.2.2

Thème(s) : Risques accidentels, Aires de stationnement

Prescription contrôlée :

Aires de mise en station des moyens aériens

Les aires de mise en station des moyens aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie " engins " définie avant.

Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.

Pour toute installation, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens aériens. Au moins deux façades sont desservies lorsque la longueur des murs coupe-feu reliant ces façades est supérieure à 50 mètres.

Les murs coupe-feu séparant une cellule de plus de 6 000 m² d'autres cellules sont :- soit équipés d'une aire de mise en station des moyens aériens, positionnée au droit du mur coupe-feu à l'une de ses extrémités, ou à ses deux extrémités si la longueur du mur coupe-feu est supérieure à 50 mètres ;

- soit équipés de moyens fixes ou semi-fixes permettant d'assurer leur refroidissement. Ces moyens sont indépendants du système d'extinction automatique d'incendie et sont mis en œuvre par l'exploitant.

Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au sol intérieur, une aire de mise en station des moyens aériens permet d'accéder à des ouvertures sur au moins deux façades.

L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation des aires de mise en station des moyens aériens. »

Ces ouvertures permettent au moins un accès par « niveau » pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens aériens et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours.

Chaque aire de mise en station des moyens aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 7 mètres, la longueur au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10 % ;

- elle comporte une matérialisation au sol ;

- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens aériens à la verticale de cette aire ;

- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et de 8 mètres maximum ;

- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées « au plan de défense incendie défini au point 23 » de la présente annexe.

- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm².

Les dispositions du présent point ne sont pas exigées pour les cellules de moins de 2 000 mètres carrés de surface respectant les dispositions suivantes :

- au moins un des murs séparatifs se situe à moins de 23 mètres d'une façade accessible ;

- la cellule comporte un dispositif d'extinction automatique d'incendie ;

- la cellule ne comporte pas de mezzanine.

Aires de stationnement des engins

Les aires de stationnement des engins permettent aux moyens des services d'incendie et de secours de stationner pour se raccorder aux points d'eau incendie. Elles sont directement accessibles depuis la voie " engins " définie précédemment. Les aires de stationnement des engins au droit des réserves d'eau alimentant un réseau privé de points d'eau incendie ne sont pas nécessaires.

Les aires de stationnement des engins sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.

Chaque aire de stationnement des engins respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur au minimum de 8 mètres, la pente est comprise entre 2 et 7 % ;
- elle comporte une matérialisation au sol ;
- elle est située à 5 mètres maximum du point d'eau incendie ;
- elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours ; si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées « au plan de défense incendie défini au point 23 » de la présente annexe.
- l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.

Constats :

La prescription est reprise en format souligné.

Les aires de mise en station des moyens aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie " engins " définie avant.

L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection le « plan incendie » du 3/3/2022.

Ce plan localise les 4 aires de mise en station des engins, dont 3 sont localisées sur la voie engin. Elles se situent aux emplacements prévus dans l'avis du SDIS du 11 septembre 2020.

Elles sont positionnées de façon à ne pouvoir être obstruées par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.

L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection « la note de calcul du non-effondrement en chaîne dans les bâtiments industriels » établie par la société IB-CINOR du 7/12/2021. La conclusion de cette étude est la suivante :

« Nous venons de justifier que le bâtiment ne présentait pas de risque d'effondrement en chaîne. En effet, nous avons vérifié que l'allongement des éléments de la toiture de la cellule en feu, avant leurs effondrements, n'entraînait pas la ruine des poteaux des cellules froides adjacentes.

Dans le même principe, nous avons justifié que les poteaux de façade étaient dans la capacité de reprendre cet allongement sans risque de ruine vers l'extérieur.

Comme évoqué dans nos hypothèses, nous vérifions pour les poteaux de façade qu'ils restent stables après l'effondrement de la toiture sous combinaison incendie en prenant en compte la courbe iso feu extérieur. ».

La localisation des 4 aires ne sera donc pas obstruée par l'effondrement du bâtiment.

L'exploitant justifiera sous un mois que les aires de mise en station des moyens aériens sont positionnées de façon à ne pouvoir être occupées par les eaux d'extinction.

Pour toute installation, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens aériens. Au moins deux façades sont desservies lorsque la longueur des murs coupe-feu reliant ces façades est supérieure à 50 mètres.

L'exploitant fournira sous un mois les dimensions exactes des longueurs des murs coupe-feu pour définir si l'obligation incombant à l'exploitant est la présence de une ou deux aires de mise en station des moyens aériens.

Les murs coupe-feu séparant une cellule de plus de 6 000 m² d'autres cellules sont :- soit équipés d'une aire de mise en station des moyens aériens, positionnée au droit du mur coupe-feu à l'une de ses extrémités, ou à ses deux extrémités si la longueur du mur coupe-feu est supérieure à 50 mètres ;

- soit équipés de moyens fixes ou semi-fixes permettant d'assurer leur refroidissement. Ces moyens sont indépendants du système d'extinction automatique d'incendie et sont mis en œuvre par l'exploitant.

La surface de l'entrepôt est de 3094,93 m². Aussi, cette prescription est sans objet.

Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au sol intérieur,

L'entrepôt ne possède qu'un seul niveau. Aussi, cette prescription est sans objet.

Les prescriptions sur les aires de stationnement n'ont pas été vérifiées lors de la visite.

L'exploitant pourra néanmoins justifier sous 1 mois du respect des caractéristiques de ces aires.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Voies d'accès des services de secours

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2021, article 7.2.3.12.3
Thème(s) : Risques accidentels, Accès aux issues et quais de déchargement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A partir de chaque voie « engins » ou aire de mise en station des moyens aériens est prévu un accès aux issues du bâtiment ou à l'installation par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum.</p> <p>Les accès aux cellules sont d'une largeur de 1,8 mètre pour permettre le passage des dévidoirs. Les quais de déchargement sont équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 mètre de large et de pente inférieure ou égale à 10 %, permettant l'accès aux cellules sauf s'il existe des accès de plain-pied. Dans le cas de bâtiments existants abritant une installation nécessitant le dépôt d'un nouveau dossier, et sous réserve d'impossibilité technique, l'accès aux issues du bâtiment ou à l'installation peut se faire par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum. Dans ce cas, les trois alinéas précédents ne sont pas applicables.</p> <p>Dans le cas où les issues ne sont pas prévues à proximité du mur séparatif coupe-feu, une ouverture munie d'un dispositif manœuvrable par les services d'incendie et de secours ou par l'exploitant depuis l'extérieur est prévue afin de faciliter la mise en œuvre des moyens hydrauliques de plain-pied.</p> <p>Dans le cas où le dispositif est manœuvrable uniquement par l'exploitant, ce dernier fixe les mesures organisationnelles permettant l'accès des services d'incendie et de secours par cette ouverture en cas de sinistre, avant leur arrivée. Ces mesures sont intégrées « au plan de défense incendie défini au point 23 » de cette annexe.</p>
<p>Constats :</p> <p>La prescription est reprise en format souligné.</p> <p><u>A partir de chaque voie « engins » ou aire de mise en station des moyens aériens est prévu un accès aux issues du bâtiment ou à l'installation par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum.</u></p> <p><u>Les accès aux cellules sont d'une largeur de 1,8 mètre pour permettre le passage des dévidoirs.</u></p> <p>L'exploitant justifiera des dimensions des 2 accès de l'entrepôt.</p> <p><u>Les quais de déchargement sont équipés d'une rampe dévidoir de 1,8 mètre de large et de pente inférieure ou égale à 10 %, permettant l'accès aux cellules sauf s'il existe des accès de plain-pied.</u></p> <p>Sans objet car il existe des accès de plain-pied.</p> <p><u>Dans le cas où les issues ne sont pas prévues à proximité du mur séparatif coupe-feu, une ouverture munie d'un dispositif manœuvrable par les services d'incendie et de secours ou par l'exploitant depuis l'extérieur est prévue afin de faciliter la mise en œuvre des moyens hydrauliques de plain-pied.</u></p> <p>Les issues sont situées à côtés des murs REI 120.</p> <p><u>Dans le cas où le dispositif est manœuvrable uniquement par l'exploitant, ce dernier fixe les mesures organisationnelles permettant l'accès des services d'incendie et de secours par cette ouverture en cas de sinistre, avant leur arrivée. Ces mesures sont intégrées « au plan de défense incendie défini au point 23 » de cette annexe.</u></p> <p>L'exploitant a indiqué que le dispositif est manœuvrable uniquement par lui-même et que l'accès aux cellules sera défini dans son plan de défense incendie</p> <p>Les mesures organisationnelles permettant l'accès ne sont pas encore fixées au jour de la visite.</p> <p>Il est rappelé que l'entrepôt n'était pas encore en exploitation le jour de la visite. L'exploitant a précisé que les écarts techniques seront soldés avant la mise en exploitation de l'entrepôt.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie spécifique aux entrepôts

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2021, article 7.2.3.13

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie spécifique aux entrepôts

Prescription contrôlée :

La détection automatique d'incendie dans les cellules de stockage avec transmission de l'alarme à l'exploitant est obligatoire. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés.

L'entrepôt doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 100 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc. Ce réseau d'eau, public ou privé, doit permettre de fournir en toutes circonstances le débit et la quantité d'eau d'extinction et de refroidissement évalués dans l'étude de dangers. Le débit des appareils d'incendie est mentionné dans l'arrêté préfectoral d'autorisation ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
- des robinets d'incendie armés, répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances en directions opposées. Ils sont utilisables en période de gel.

L'exploitant doit justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau.

Les systèmes d'extinction automatique d'incendie doivent être conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux normes en vigueur. L'entrepôt de produits finis et l'entrepôt de réception de matières premières et emballages en mélange sont munis d'un réseau de sprinklage composé d'une nappe sous toiture de type ESFR. Le réseau de sprinklage est alimenté des pompes diesel de 510 m³/h à démarrage automatique associée à une réserve de gasoil de 500 L et une pompe Jockey pour le maintien en pression le tout associé à une réserve d'eau sprinkler de 816 m³.

Constats :

L'exploitant a indiqué disposer d'une détection automatique d'incendie avec transmission d'alarme.

Par courriel du 30 mars 2022, l'exploitant a tenu à la disposition de l'inspection le plan d'« implantation – plan général détection incendie » du 22/04/2021.

L'entrepôt est doté de moyens de lutte contre l'incendie (poteaux d'incendie publics, extincteurs, RIA).

Les systèmes d'extinction automatique d'incendie doivent être conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux normes en vigueur. L'entrepôt de produits finis et l'entrepôt de réception de matières premières et emballages en mélange sont munis d'un réseau de sprinklage composé d'une nappe sous toiture de type ESFR. Le réseau de sprinklage est alimenté des pompes diesel de 510 m3/h à démarrage automatique associée à une réserve de gasoil de 500 L et une pompe Jockey pour le maintien en pression le tout associé à une réserve d'eau sprinkler de 816 m3.

L'exploitant a indiqué que le sprinklage installé est de type ESFR.

L'exploitant a tenu à la disposition de l'Inspection une attestation de conformité de la société ATLANTIQUE AUTOMATISMES INCENDIE du 17 février 2022 qui atteste que l'installation d'extinction automatique à eau par sprinkleurs (poste n°5 correspondant au nouvel entrepôt) a été réalisé conformément à la règle APSAD R1 actuellement en vigueur.

L'exploitant a indiqué que le CNPP vient réaliser une visite de conformité de l'installation le 8 avril 2022 (pour la délivrance du certificat N1).

L'exploitant a indiqué que le réseau de sprinklage est alimenté par des groupes avec une réserve de gasoil de 500 L et une réserve d'eau de 816 m³.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dispositions organisationnelles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2021, article 7.2.4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. Cet état indique leur localisation, la nature des dangers ainsi que leur quantité.

L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail.

Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'entrepôt n'étant pas mis en service le jour de la visite, cette prescription n'a pas été vérifiée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Organisation du stockage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2021, article 7.2.4.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation du stockage
Prescription contrôlée : Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante : 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m2 ; 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum. Le stockage est effectué conformément au dossier « reconstruction d'un bâtiment de stockage matières premières et emballages » dans sa version de septembre 2020.
Constats : L'entrepôt n'étant pas mis en service le jour de la visite, cette prescription n'a pas été vérifiée car aucun stockage en masse n'était présent.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion des eaux incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2021, article 7.2.4.4

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des eaux incendie

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement est conforme aux dispositions visées à l'article 7.7.7.2 Confinement des eaux susceptibles d'être polluées.

Constats :

Le volume de rétention demandé dans l'article 7.7.7.2 est de 1350 m³.

L'exploitant a indiqué à l'inspection que le volume disponible sur site est constitué de :

- la rétention dans le bâtiment pour un volume de 300 m³,
- la rétention dans les quais pour un volume de 242 m³,
- la rétention dans les réseaux en charge pour un volume de 155 m³,
- la rétention dans les bassins enterrés pour un volume de 362 m³ et de 120 m³,
- la rétention sur les voiries pour un volume de 224 m³,

Soit un volume de rétention de 1 403 m³.

L'exploitant justifiera du dimensionnement des différents volumes indiqués.

Lors de la visite , l'Inspection a pu voir les commandes de 2 vannes d'isolement (au Nord-Ouest et au Nord-Est du site).



Commande de la vanne d'isolement
au Nord-Est du site



Commande de la vanne d'isolement
au Nord-Ouest du site

La commande de la vanne d'isolement au Nord-Ouest du site était accessible, mais pas la vanne.
L'exploitant s'assurera de l'accès permanent à la vanne.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet